



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GENERALE

TD/B/WG.6/8
22 septembre 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT

Groupe de travail spécial sur le commerce,
l'environnement et le développement
Troisième session
Genève, 6 novembre 1995
Point 1 de l'ordre du jour provisoire

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Ordre du jour provisoire annoté

I. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
2. Environnement, compétitivité internationale et développement : enseignements tirés d'études empiriques
3. Nouvelles politiques environnementales pouvant avoir des incidences sur le commerce : examen préliminaire
4. Questions diverses
5. Adoption du rapport du Groupe de travail spécial sur sa troisième et dernière session, présenté au Conseil du commerce et du développement conformément au paragraphe 9 du mandat du Groupe.

II. ANNOTATIONS

Point 1 : Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

L'ordre du jour provisoire figurant dans la section I ci-dessus a été approuvé par le Groupe de travail spécial à sa deuxième session.

Le Groupe de travail disposera de cinq jours ouvrables, du 6 au 10 novembre 1995. A la 1ère séance, le 6 novembre, le Secrétaire général de la CNUCED ou son représentant prononcera une allocution liminaire. Le reste de la session sera essentiellement consacré à l'examen des points 2 et 3 de l'ordre du jour. Il est suggéré qu'en dehors des séances plénières d'ouverture et de clôture, le Groupe de travail se réunisse en séances informelles pour examiner ces deux points.

Point 2 : Environnement, compétitivité internationale et développement : enseignements tirés d'études empiriques

Le rapport du secrétariat intitulé "Le débat d'orientation sur le commerce, l'environnement et le développement" (TD/B/WG.6/10) est fondé sur les conclusions du document TD/B/WG.6/6, ainsi que sur le résumé du Président récapitulant les délibérations de la deuxième session. Le secrétariat clarifie certaines questions théoriques soulevées par les discussions sur la compétitivité. Il étudie aussi comment la concurrence se répercute sur la politique des pays développés en matière d'environnement et comment cette politique influe sur la compétitivité des exportations des pays en développement, en prenant en considération les facteurs d'échelle et les facteurs sectoriels qui peuvent expliquer la vulnérabilité de ces dernières. Les effets de divers instruments - accords multilatéraux concernant l'environnement, Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, Convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (Convention de Bâle), Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction - sur le commerce et la compétitivité des pays en développement sont également examinés, afin d'aider à définir les mesures positives qui pourraient être prises pour conjuguer développement, commerce et protection de l'environnement, dans ce contexte et dans d'autres. En outre, les résumés de certaines études empiriques sont publiés séparément, en anglais seulement, dans la série TD/B/WG.6/Misc.

Les membres du Groupe de travail sont priés de remettre au secrétariat les communications nationales qu'ils auront apportées avant 17 heures le lundi 6 novembre, pour qu'elles puissent figurer parmi la documentation officielle qui sera distribuée le jour suivant.

Point 3 : Nouvelles politiques environnementales pouvant avoir des incidences sur le commerce : examen préliminaire

Dans son rapport sur la question (TD/B/WG.6/9), le secrétariat décrit les nouveaux instruments de politique environnementale et étudie leurs effets potentiels sur le commerce, en particulier sur les exportations des pays en développement. L'accent est mis notamment sur l'élargissement de la responsabilité des producteurs, les prescriptions concernant la teneur

en éléments recyclés, les taxes à la production et les ajustements fiscaux à la frontière, les accords industriels volontaires, les instruments fondés sur l'information et les achats du secteur public. Le secrétariat analyse également des systèmes de gestion de l'environnement (série 14 000 de l'ISO, par exemple), ainsi que leurs effets possibles sur le commerce des pays en développement. Dans chaque cas, il définit des thèmes de discussion.

Les débats du Groupe de travail pourraient aider les gouvernements à déterminer pour quels instruments de politique environnementale on pourrait renforcer les prescriptions en matière de transparence, et notamment de notification. Dans son rapport, le secrétariat expose également des principes et propositions qui pourraient être pris en considération pour la mise au point et l'application de politiques et d'instruments dans ce domaine, de façon à prévenir ou atténuer les effets négatifs sur les échanges, et en particulier sur le commerce des pays en développement.

Point 4 : Questions diverses

Point 5 : Adoption du rapport du Groupe de travail spécial sur sa troisième et dernière session, présenté au Conseil du commerce et du développement conformément au paragraphe 9 du mandat du Groupe

Le rapport du Groupe de travail sur sa troisième et dernière session sera examiné par le Conseil du commerce et du développement à sa dix-huitième session extraordinaire, en décembre 1995.

III. BUREAU DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL

<u>Président</u> :	M. B. Ekblom	(Finlande)
<u>Vice-Présidents</u> :	M. S. Djajadiningrat	(Indonésie)
	Mme R. Mrabet	(Tunisie)
	M. G. Thielen Graterol	(Venezuela)
	M. B. Diekmann	(Allemagne)
	M. Y. Afanassiev	(Fédération de Russie)
<u>Rapporteur</u> :	M. B. Alipour	(République islamique d'Iran)
